
ATELIER 3

Progression de l'économie informelle et croissance de la précarité sont-elles inéluctables ?

L'INFORMEL, MODELE DE CROISSANCE ALTERNATIF ?

Jacques CHARMES, ORSTOM, Paris

La mondialisation, l'ouverture des pays pauvres aux marchés extérieurs et leur fragilisation au bénéfice des économies émergentes ou industrialisées les plus dynamiques et les mieux dotées peuvent conduire à se demander si la croissance de l'emploi informel ou de l'emploi précaire ne consacre pas l'élimination définitive de ces économies du partage des fruits de la mondialisation et de la croissance globale censée en résulter. En d'autres termes ces évolutions observées sont-elles inéluctables et rédhitoires ? Ou bien le secteur informel représente-t-il un modèle de croissance alternatif crédible ?

La croissance du salariat a longtemps été considérée (et l'est toujours actuellement) comme signe et synonyme de modernisation et de développement, d'autant plus que ce salariat s'accompagnait d'un haut degré de protection sociale. Et de fait aujourd'hui, c'est seulement dans les pays du Nord à forte croissance, et dans les pays émergents du Sud (Nouveaux pays industriels d'Asie, mais aussi quelques pays d'Amérique Latine et d'Afrique), que le salariat apparaît comme l'une des composantes les plus dynamiques de la population active : un dynamisme en général associé à de faibles taux de chômage

(Asie), mais pas toujours (Amérique Latine, Afrique).

A l'inverse, et du fait de son origine, le secteur informel est pris comme un synonyme de sous emploi, de pauvreté et de précarité. Et de fait, ce secteur - désormais défini internationalement en tant que concept de population active - connaît une forte croissance dans la plupart des pays considérés comme non émergents, à faible croissance du PIB global, à croissance faible (voire négative) du PNB par tête, pays où l'on constate une stagnation ou un reflux du salariat.

Cependant les choses ne sont pas aussi simples :

L'emploi précaire se développe dans les pays industrialisés où certaines formes de déréglementation permettent de contourner un système de protection sociale considéré comme un handicap alourdissant le coût du travail sur le marché international concurrentiel. Dans les nouveaux pays industriels même, le salariat n'est pas forcément synonyme de stabilité et de protection, une part non négligeable prenant la forme du travail à domicile (outwork).

L'emploi informel a pu se révéler comme rémunérateur (et pas seulement à la marge) et par le biais de la pluri-

activité, il a souvent permis un maintien du niveau de vie des salariés du secteur moderne, confrontés à une diminution de leurs salaires réels.

QUEL ROLE POUR L'EMPLOI PRECAIRE ET INFORMEL ?

Au Nord, travail à temps partiel, contrats à durée déterminée sont les éléments d'une flexibilisation considérée comme indispensable dans une période où le partage du travail en est encore à ses balbutiements.

Au Sud, le secteur informel offre des opportunités d'emploi à un grand nombre d'actifs qui n'avaient d'ailleurs pas d'autre alternative en l'absence d'indemnisation du chômage. Au demeurant, chez des populations où les taux d'alphabétisation et de scolarisation restent faibles, l'auto-emploi apparaît comme le débouché naturel sur le marché du travail, alors que pour les jeunes scolarisés ou diplômés, c'est l'emploi salarié, et à défaut le chômage qui constituent ce débouché naturel. Ce faisant, le secteur informel permet une redistribution des revenus et représente ainsi une forme de protection sociale dans le cadre de la solidarité communautaire.

Enfin, contrairement à une idée reçue, le secteur informel n'exclut pas la possibilité d'une accumulation.

Dès lors, il n'y a pas d'inéluclabilité à la croissance de ces segments du marché du travail :

La décroissance du secteur informel, au profit d'un secteur intermédiaire de micro-entreprises issues de celui-ci et créatrices d'emplois salariés, a été observée dans divers pays d'Amérique Latine et en Tunisie, en phase ascendante du cycle économique. Ce secteur intermédiaire - que certains auteurs qualifient de "missing middle" pour ne pas l'avoir observé par défaut des statistiques - montre bien que le secteur informel est susceptible d'être un lieu d'accumulation, de conquête du marché intérieur et même de marchés extérieurs, bref une alternative crédible de croissance endogène.

Quant à l'extension de la précarisation, elle n'est pas non plus inéluclable si on la considère comme un

moment dans la recherche d'un équilibre en terme de partage du travail, au sein de l'économie nationale, mais aussi au sein des ensembles régionaux d'une économie mondialisée.

Il reste cependant que le secteur informel ne représente que la partie visible et tolérée (correspondant à des emplois, au sens des concepts de population active) d'un iceberg dont l'énorme bulle financière spéculative et illégale demeure la partie immergée sur laquelle s'articule de façon incertaine et instable une bonne part de l'économie formelle et informelle visible. De là, vient sans doute en partie le sentiment généralisé que la mondialisation se manifeste par une perte de sens et de possibilités d'action et d'intervention au niveau national et local.

De plus, le salariat apparaît comme une forme de dépendance qui sem-

ble avoir pour inséparable l'exclusion. Certes, il ne convient pas d'idéaliser outre mesure le secteur informel, car il recèle lui aussi des formes d'exploitation particulièrement critiquables et qui doivent être dénoncées (l'exploitation de la main d'œuvre enfantine ou les nouvelles formes d'esclavage par exemple), mais celles-ci interviennent le plus souvent en articulation au système mondial des entreprises transnationales.

Néanmoins, c'est par le secteur informel, par le travail indépendant, que de nouvelles formes de convivialité et de solidarité, de mode de vie, ne séparant pas le travail du non travail et de la vie sociale, revivifient une société civile et un développement local qui peuvent constituer, sinon un contrepoids à la mondialisation, du moins une insertion plus humaine dans un processus subi et inéluclable.

LE MYTHE DU PLEIN EMPLOI

Hugues PUEL, Economie et Humanisme, Lyon

La progression de l'économie informelle et la croissance de la précarité sont-elles inéluclables ? L'analyse de l'évolution des systèmes de l'emploi des économies développées le donne à penser, avec la multiplication des emplois précaires, l'existence d'une économie souterraine liée aux trafics de drogue, la remontée du travail indépendant dans certains pays (le Royaume-Uni, notamment) et les limites à l'extension du salariat malgré le nombre des candidats que traduit l'ampleur du chômage enregistré.

Cependant, il ne faut pas être dupe de nos représentations. L'idée d'un plein emploi, au sens populaire d'un emploi satisfaisant pour tous est davantage un mythe entrevu qu'une réalité du passé. Pour les économistes, le plein emploi n'a jamais été qu'un certain niveau d'emploi compte-tenu d'un certain nombre de contraintes d'équilibre macroéconomique.

Au terme des "trente glorieuses", l'esprit public a pris conscience que s'étaient multipliées des formes d'emplois ayant tous les caractères favorables de ce qui a pu être qualifié d'emploi typique : emploi au lien salarial ferme, doté de stabilité et/ou permettant une carrière, fournissant l'essentiel du revenu familial, s'exerçant dans un contexte de lois, de droit du travail et de conventions collectives avec une représentation des salariés dans des syndicats puissants et une protection sociale couvrant les principaux risques de l'existence.

Que ce plein emploi ne soit pas seulement masculin mais s'étende aussi à l'autre sexe était également un changement majeur. Après une longue période de croissance exceptionnelle, ce plein emploi idéalisé a été entrevu, mais il s'est échappé aussitôt avec la multiplication des demandes d'emploi venant des femmes et des nouvelles générations nombreuses accé-

dant au marché du travail dans un contexte de croissance "molle". Emplois précaires, emplois aidés, emplois faiblement rémunérés se sont multipliés et parfois substitués aux emplois typiques.

L'évolution de ce que l'on a appelé le "compromis fordien" a changé la référence au salariat. Au salariat du XIX^{ème} siècle, caractérisé par la dépendance à l'égard du patron et à la dureté des conditions d'existence, dans le prolongement de l'esclavage et du servage, s'est substitué un salariat à statut social protégé, souvent confortable, voire parfois rentier. Le vocabulaire politique et les représentations dominantes n'ont pas toujours suivi ce virage à 180 degrés.

Même si ce point de référence, celui de l'emploi typique et du salariat protégé pour tous, relève davantage du mythe entrevu que de la réalité historique, l'idée qu'il a disparu de notre horizon nous désespère.

HDD

Histoires de Développement

revue trimestrielle

Décembre 1996 n° 34/35



Mondialisation et développement, des enjeux contradictoires ?

Notes du Colloque, 6 et 7 Juin 1996

fph

ALBERT VIALI OM CLERDI

Directeur de la Publication : Bernard HUSSON

Rédactrice en Chef : Fabienne LAURES

Coordination : Nicole UGHETTO

Comité d'Organisation du Colloque :

CEPEC Int. (C. Delorme) CEPED (B. Ferry) CIEDEL (B. Husson) CIRAD (J. Lefort) CLERDI (R. Valette) Economie et Humanisme (H. Puel) ENSA (G. Durand) F.P.H.(P. Calame) GEMDEV (O. Dollfus) INAPG (M. Dufumier) IREP D (C. Courlet) ISARA (M. Guglielmi) ORSTOM (J. Charmes) Université Lyon II (D. Dufourt et L.Abdelmalki) Alternatives Economiques (D. Clerc) CCFD (F. Grelou) CFSI (J.M. Hatton) Secours Catholique (M. Roy) SOLAGRAL (R. Blein)

Financement du colloque et des Actes :

- Région Rhône-Alpes
- Ministère de la Coopération
- ORSTOM
- CLERDI
- Fondation pour le Progrès de l'Homme
- CIEDEL

Abonnements : France-Etranger : 95 F

Vente au numéro : France : 120 F. Etranger : 120 F + port

Centre International d'Etudes pour le Développement Local, 30 rue Ste Hélène, 69002 Lyon, France, Tél : 04 72 77 87 50